

Une croissance dynamique mais un retard à rattraper

Le produit intérieur brut mahorais a fortement augmenté ces dernières années. Cette croissance est portée essentiellement par la consommation, dont les dépenses se répartissent équitablement entre les ménages et les administrations. La valeur ajoutée des administrations publiques représente à elle seule plus de la moitié du PIB de Mayotte. Celle des sociétés continue d'augmenter, mais sa contribution à la valeur ajoutée totale diminue.

Le solde du commerce extérieur reste très largement déficitaire, malgré la bonne tenue des services touristiques. Mayotte bénéficie d'un des PIB par habitant les plus élevés de la zone océan Indien, mais au regard des standards internationaux, son retard reste important.

Le produit intérieur brut (PIB) de Mayotte est estimé à 1,37 milliard d'euros pour l'année 2009 (tableau 1). En 2005, il s'élevait à 912 millions d'euros, ce qui correspond à une croissance

annuelle moyenne de 10,8 %. Le PIB par habitant est estimé à 6 600 euros, après 5 200 euros en 2005, soit une augmentation annuelle moyenne de 6,0 %. Ces dernières années, Mayotte a donc bénéficié d'une croissance dynamique, qui illustre le rattrapage économique en cours par rapport à la France métropolitaine et aux autres DOM. Néanmoins l'écart reste important : le PIB par habitant est 2,7 fois plus élevé à La Réunion et 4,5 fois plus élevé en France métropolitaine.

À l'image de la situation économique nationale, la croissance du département de Mayotte est essentiellement tirée par la consommation. Les dépenses qui y sont associées se répartissent équitablement entre les ménages et les administrations.

La consommation finale augmente de près de 50 %

La consommation finale des administrations publiques (APU) est estimée par leurs dépenses de fonctionnement. Les APU comprennent l'État, la Collectivité Départementale de Mayotte (CDM) et les communes. Entre 2005 et 2009, la consommation des APU a crû de 48 % (tableau 2). Plus de la moitié de cette croissance est imputable aux services de l'État, dont l'augmentation de la consommation sur la période a dépassé les 50 %. Celle de la CDM a augmenté de 40 %, et contribue ainsi à hauteur d'un tiers à la croissance de la consommation finale des APU. Enfin, les dépenses de fonctionnement des communes ont augmenté de 49 %, pour une contribution à la croissance totale de la consommation publique d'un huitième.

Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté au même rythme : + 49 % entre 2005 et 2009. La croissance économique, forte sur l'île, et les augmentations récentes du salaire minimum garanti (SMIG) sont les principaux facteurs explicatifs. En effet, entre 2005 et 2009, le SMIG a augmenté de près de 60 %.

L'analyse des produits importés éclaire ce dynamisme. Le premier poste de consommation est l'alimentaire. Or, les importations de produits alimentaires se sont accrues de 50 % entre 2005 et 2009. Par ailleurs, les importations de véhicules ont augmenté de 80 % sur la même période.

Les dépenses d'investissement constituent le second poste de la demande. En 2009, elles ont été assurées à hauteur de 52 % par les APU, et 29 % par les sociétés. L'écart entre les dépenses

■ Tableau 1 - Évolution du PIB à Mayotte (moyenne des optiques emplois et ressources)

	2001	2005	2009
PIB en millions d'euros	610	912	1 374
PIB par habitant en euros	3 960	5 201	6 575

Source : Insee, comptes économiques.

■ **Tableau 2 - Structure du PIB mahorais (optique emplois)**

en millions d'euros

	2001	2005	2009
Consommation finale	645	1 027	1 524
Des ménages	357	537	799
Des administrations	288	490	726
FBCF¹	151	226	372
Inv. des sociétés	49	77	108
Inv. des ménages	30	45	71
Inv. des administrations	72	104	194
Commerce extérieur	- 172	- 341	- 500
Exportations biens et services	11	20	31
Biens FAB ²	1	5	5
Services touristiques	10	15	26
Importations biens et services	183	361	532
Biens CAF ³	181	274	428
Services ⁴	2	2	4
Correction territoriale	-	84	100
PIB	624	912	1 396

Source : Insee, comptes économiques.

1. Formation brute de capitale fixe 2. Franco à bord.
3. Coût, assurance, fret. 4. Autres que transport et assurance inclus dans biens CAF

Une estimation du PIB par les emplois et les ressources

Le PIB est un indicateur économique qui permet de mesurer la richesse produite sur un territoire sur une période donnée. À Mayotte, il est calculé à partir de la moyenne de l'estimation du PIB par les emplois et du PIB par les ressources selon la méthode des petites économies insulaires. Cet indicateur constitue une base de travail fondamentale dans la perspective de l'accès au statut de région ultrapériphérique (RUP) à l'horizon 2014. En effet, la mesure du PIB par habitant fait partie des exigences européennes qui conditionnent le niveau des subventions et des aides octroyées. Dans cette optique, la mise en place des comptes économiques répond à ce besoin d'indicateurs comptables.

réalisées par ces deux agents économiques s'accroît puisqu'en 2005, leurs parts étaient respectivement de 46 % et de 34%. La part des investissements des ménages est stable (20 %).

En valeur, les investissements totaux ont augmenté de 65 % sur la période. Cette hausse des investissements illustre la dynamique dont bénéficie Mayotte, malgré la crise économique récente. Les besoins demeurent ainsi importants dans de nombreux domaines. Les investissements en matière de construction scolaire, de réseaux routiers et d'assainissement devraient continuer de croître sur la prochaine décennie. De nombreux projets sont à l'étude, comme par exemple la piste longue à l'aéroport de Pamandzi.

La part de la VA des entreprises diminue

Le PIB peut être aussi défini comme la somme des valeurs ajoutées (VA) produites par l'ensemble des agents économiques. Entre 2001 et 2009, la valeur ajoutée a augmenté dans les trois grands secteurs économiques (tableau 3), mais sa répartition a évolué.

La VA des sociétés a augmenté d'un tiers sur la période 2005-2009. Mais sa contribution à la valeur ajoutée totale diminue (graphique 1) au profit de celle des APU : + 53 % de croissance sur la même période.

Les administrations publiques représentent à elles seules plus de la moitié du PIB de Mayotte. À titre de comparaison, la part de la valeur ajoutée créée par les administrations publiques au niveau national est de 18 % en 2009. La croissance de la valeur ajoutée imputable aux APU correspond à la croissance des dépenses de personnel. Ces dépenses augmentent de façon comparable dans chacune des administrations

■ **Tableau 3 - PIB Mahorais (optique ressources)**

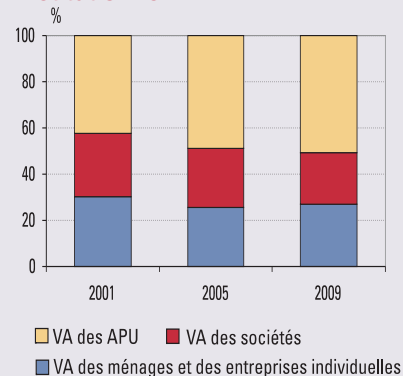
en millions d'euros

	2001	2005	2009
VA des ménages et EI ¹	181	236	363
VA des sociétés	164	230	306
VA des APU	253	447	683
PIB	598	913	1 352

Source : Insee, comptes économiques.

1. Entrepreneurs individuels

■ **Graphique 1 - Répartition de la valeur ajoutée par secteur institutionnel**



Source : Insee, comptes économiques.

(graphique 2). La masse salariale de l'État est la plus importante : 247 millions d'euros en 2009. Depuis 2005, ce budget a augmenté de 56 %. En 2009, cette croissance amorce un ralentissement.

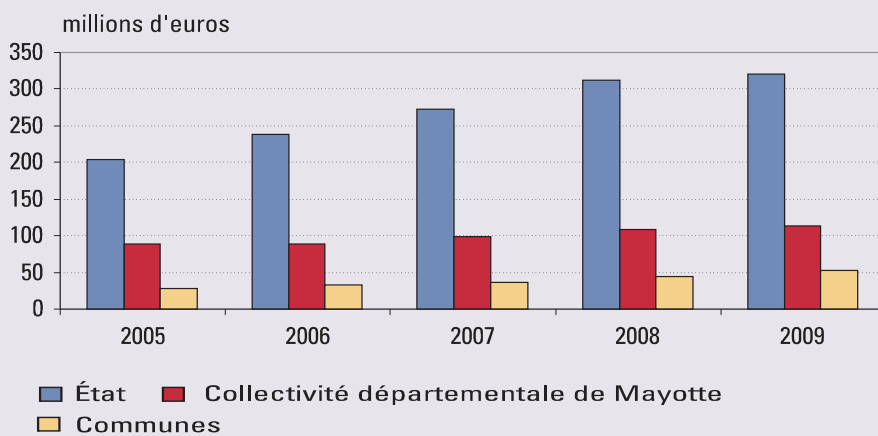
S'agissant des ménages et des entreprises individuelles, l'estimation de la VA qu'ils génèrent augmente de 54 %. Cette augmentation participe à celle des revenus mixtes des entreprises individuelles. Le revenu disponible brut augmente de 50 %, grâce en partie à l'augmentation des prestations sociales. Elles ont en effet été multipliées par 2,8 sur la période, passant de 38 millions d'euros à 106 millions d'euros.

Les exportations de services touristiques ont doublé

Comme dans beaucoup de petites économies insulaires, le solde du commerce extérieur est largement déficitaire. Les importations constituent la très grande majorité des mouvements, les exportations étant très faibles.

À Mayotte, le niveau des exportations de services touristiques, directement lié à la fréquentation touristique de l'île, a presque doublé. Cette performance impacte directement le niveau global des exportations et confirme que le tourisme est un vecteur de croissance à Mayotte. Ainsi, les exportations sont essentiellement dynamisées par la croissance du tourisme. La part des services touristiques dans l'ensemble des exportations est de 84 %, contre 16 % pour les exportations de biens.

■ Graphique 2 - Dépenses de personnel des administrations publiques



Source : Insee, comptes économiques.

Entre 2005 et 2009, la valeur totale des importations a augmenté de 72 %, soit 20 points de plus que la variation du PIB dans son ensemble. Le niveau des importations augmente chaque année, sauf en 2009 où il stagne. Ce ralentissement est principalement dû à la diminution du second poste d'importation : les machines et appareils, dont la valeur des importations a baissé de 15 %. La stabilité des importations de produits alimentaires (+2 %) et la forte hausse des importations de

matériel de transport (+24 %) ne suffisent pas à compenser la baisse des livraisons de machines et autres appareils.

Les importations destinées aux ménages croissent de 10 % par an

Au total, la valeur de l'ensemble des importations destinées aux ménages a augmenté de

45 % entre 2005 et 2009, soit une croissance moyenne de 10 % par an. La part de l'alimentaire occupe une place importante dans les dépenses des ménages. Ce poste concentre donc plus de 30 % du montant des importations destinées à la consommation des ménages (graphique 3).

Depuis 2005, ce sont les importations de matériel de transport qui ont le plus augmenté. En valeur, ce poste a augmenté de 80 %, passant de 14 millions d'euros en 2005 à 25 millions d'euros en 2009.

En 2009, le montant total des importations à destination des ménages diminue, suite à la forte baisse du poste « carburant » (-27 %). C'est la conséquence de la chute du cours du baril de pétrole durant l'année 2009, qui fait suite au pic enregistré en juillet 2008. Les volumes importés ont néanmoins augmenté de 5 %.

Le retard de Mayotte reste important

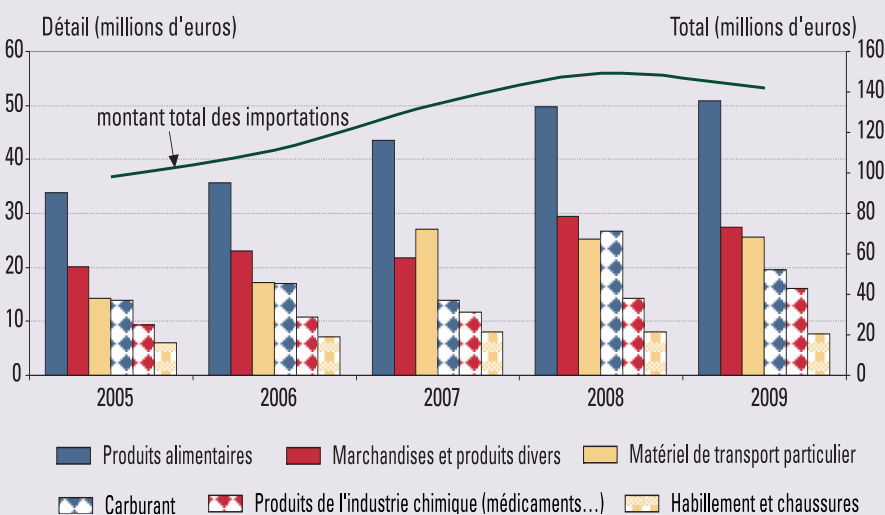
Au regard des standards nationaux, le retard de Mayotte reste important. Mais ce retard est à relativiser quand on tient compte de l'écart qui s'est creusé avec les petites économies insulaires (tableau 4). Mayotte occupe ainsi une place particulière, à mi-chemin entre les petits pays et les départements et territoires d'outre-mer.

A l'instar de Mayotte, la plupart des territoires géographiquement proches sont soumis aux contraintes liées à l'insularité avec un marché intérieur restreint, l'isolement, le coût du transport de personnes et de marchandises, une petite superficie (qui engendre des limites foncières) et des ressources naturelles limitées.

En terme de croissance économique, le PIB par habitant à Mayotte augmente de 26 % entre 2005 et 2009. Par rapport aux économies de l'océan Indien, Mayotte bénéficie d'un des PIB par habitant les plus élevés. En excluant l'île de La Réunion, seules les Seychelles la devancent, que ce soit en valeur ou en croissance (+55 %).

La croissance de Mayotte est d'ailleurs proche de la moyenne des pays de la zone (+32 %). Elle est même deux fois supérieure à celle de La Réunion. Depuis 2005, l'écart de PIB par habitant entre Mayotte et les îles voisines des Comores s'est accru : si le PIB par habitant comorien a progressé de 17 % entre 2005 et 2009, celui de Mayotte a augmenté de plus de 25 %.

■ Graphique 3 - Importations destinées à la consommation des ménages



Source : Douanes

Définitions :

- **Exportations** : elles regroupent les marchandises directement exportées, les marchandises réexportées après admission temporaire, et les marchandises exportées temporairement pour transformation. La valeur des exportations est établie d'après leur valeur en douane sur la base des factures FAB (franco à bord), c'est-à-dire y compris les frais de transport jusqu'à la frontière française.
- **Formation brute de capital fixe (FBCF)** : elle est constituée par les acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.
- **Importations** : elles comprennent l'ensemble des marchandises originaires des pays situés hors du territoire et déclarées pour la mise sur le marché intérieur, que ces marchandises arrivent directement de l'extérieur ou qu'elles soient en transit, dépôt ou transbordement. La valeur des importations est calculée sur la base des factures CAF (coût, assurances, fret).
- **Produit intérieur brut (PIB)** : agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ; la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ; la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels (rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte).
- **Production des administrations publiques (APU)** : La production des APU est égale à la somme des coûts de production car cette production n'a pas de prix sur le marché. Dans ces coûts de production se trouvent notamment les dépenses de personnels.
- **Revenu mixte** : le solde du compte d'exploitation des entreprises non constituées en sociétés appartenant au secteur des ménages est appelé revenu mixte. En effet, dans ce cas, le solde du compte d'exploitation contient implicitement un élément de rémunération pour le travail effectué par le propriétaire ou les membres de sa famille qui ne peut être distingué de son profit en tant qu'entrepreneur.
- **Valeur ajoutée (VA)** : solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire (valeur des biens et services utilisés pour assurer cette production).

L'écart entre Mayotte et les autres DOM français est toujours significatif, mais il a tendance à diminuer. Par exemple en 2009, le PIB par habitant de La Réunion est 2,7 fois plus élevé que celui de Mayotte. Ce rapport était de 3 en 2005. L'écart se réduit également par rapport aux autres régions d'outre-mer.

De même, le rapport entre le PIB par habitant de la France et celui de Mayotte est de 4,5 en 2009, contre 5,3 en 2005. ■

Vincent **GRACIET**

Insee Service régional de Mayotte



■ Tableau 4 - PIB par habitant et par pays ou région

	Population en milliers d'habitants	PIB/habitant en euros	
		2009	2005
La Réunion	810	17 520	15 480
Seychelles	80	11 040	7 130
Mayotte	210	6 570	5 200
Afrique du Sud	48 690	6 260	3 520
Maurice ¹	1 270	4 680	3 840
Kenya ¹	38 530	560	380
Comores ¹	660	560	480
Tanzanie ¹	42 480	320	260
Madagascar ¹	19 110	300	230
Mozambique ¹	21 780	270	210
Union européenne (27)	501 100	23 500	23 700
France	63 960	29 290	27 810

Source : Insee, comptes économiques nationaux et régionaux, Cerom ; ONU, World development indicators.

1. Chiffres 2008.

Les dépenses des touristes abondent le commerce extérieur

Dans le cadre des comptes économiques, le commerce extérieur ne se limite pas aux importations et aux exportations enregistrées par les services des douanes. L'Insee effectue une double correction territoriale afin que les comptes d'un territoire correspondent autant que possible à la réalité économique.

Ainsi, les dépenses des touristes sur un territoire sont considérées comme des exportations. À l'inverse, les dépenses des résidents hors du territoire sont comptabilisées en tant qu'importations. La principale difficulté consiste à estimer le niveau de ces dépenses, qui ne sont pas directement quantifiables. À Mayotte, un niveau de dépense a été estimé pour l'ensemble des résidents qui sont sortis du territoire, ainsi que pour les touristes. Le flux des personnes qui entrent et qui sortent du territoire est connu grâce aux statistiques de l'aéroport et à l'enquête tourisme réalisée par l'Insee.